
Entre innovation et répression: l'exception digitale russe

Description

Écosystème doté de ses propres outils, l'internet russe est si unique qu'il a fait l'objet d'un néologisme pour le différencier du web mondial : le Runet. Cette exception digitale, faite de ses propres réseaux sociaux, moteurs de recherche et services de mail, a inspiré aux autorités russes de ne plus dépendre des technologies étrangères pour l'ensemble du système informatique dans un contexte de guerre de l'information mondiale.

Avec plus de 60 % de la population connectée, les citoyens russes sont parmi les plus actifs sur la toile en Europe. Cela se traduit par une présence presque addictive sur les réseaux sociaux, qui représente plus de 40 % du temps passé sur internet[1]. La langue russe est, quant à elle, la 2^{ème} la plus parlée sur le web européen. Ainsi, le géant américain Facebook, plateforme sociale numéro 1 des plus grands pays connectés de la planète, n'a pour exception de primauté que la Russie et ses voisins orientaux du Japon et de la Chine.



Le Runet, un web innovant disposant de ses propres outils

Pendant longtemps, l'accès à internet a été conditionné à la situation géographique et sociale. Aujourd'hui, si des inégalités dans la fourniture d'accès à internet persistent[2], le profil type de l'utilisateur russe a changé. Le développement fulgurant de l'internet mobile a profondément modifié le rapport des internautes russes au web: 70 millions de Russes (62%) se connectent au moins une fois par mois, contre 20 millions en 2007. Parmi eux, 50% se connectent quotidiennement, d'après l'institut de sondage russe FOM[3].

Ce qui caractérise le web russe, ce sont les outils permettant l'expérience d'utilisateur du Runet. Bien que relié à l'ensemble du réseau mondial, l'internaute russe peut sans difficulté se connecter à des services exclusivement russes. Il regarde ses emails sur le portail de courrier électronique Mail.ru (44,5 millions d'utilisateurs actifs par mois), fait des recherches *via* le moteur leader Yandex (60% des parts de marché, loin devant Google qui plafonne autour de 20%) et dialogue avec ses amis sur le réseau social V Kontakte, le Facebook russe. Il peut également regarder une vidéo sur Rutube.ru et compléter son expérience de consommateur 2.0 en commandant un livre sur Ozon.ru. br>

Aucun autre pays européen ne peut se targuer d'une telle autonomie de services. Les seuls exemples similaires à l'échelle mondiale se trouvent sur le continent asiatique (Chine et, dans une moindre mesure, Japon et Corée). Toutefois, établir un parallèle avec l'internet chinois, doté de ses propres Twitter (Weibo), Google (Baidu) et de l'application de messagerie instantanée la plus utilisée du monde (WeChat), reviendrait à omettre un détail primordial: le blocage systématique dans ce pays du réseau social Facebook et ceux, réguliers, des sites de micro-blogging Twitter et du service de messagerie Gmail.

La force du Runet est d'avoir su créer ses propres services, copies (presque) conformes de leurs

analogues américains. Ces services ont en outre su évoluer avec leurs utilisateurs pour ne rien perdre de leur caractère attractif. En effet, affronter la concurrence internationale et les puissantes levées de fonds des acteurs de la Silicon Valley, alors que les services sont proposés traduits en langue russe, à l'instar de Facebook dès 2010, est un défi d'une autre ampleur.

Zone libre?

Si les acteurs de la société civile sont largement surveillés et les rassemblements très contrôlés, voire empêchés, par un cadre législatif restrictif ou des blocages matériels récurrents, le monde de l'internet jouit d'une plus grande liberté. En témoigne la myriade de titres de presse online qui ont éclos sur la toile depuis le milieu des années 2000 (Lenta.ru) ou la chaîne de télévision d'opposition *Rain (Dojd* fondée en 2010).

Plus encore qu'un espace de liberté, l'internet russe est un espace de licence. C'est sans doute en partie grâce à cela que les réseaux sociaux russes tels que Vkontakte ont réussi à maintenir leur avance. L'accès en direct et gratuitement à un catalogue de films et de musique et la possibilité d'interagir avec d'autres utilisateurs en partageant ses sélections sont les principaux atouts mis en avant par les utilisateurs russophones. La quasi-absence de droit à la propriété intellectuelle sur l'internet en Russie a permis l'émergence de tels services en toute impunité.

Magnats de l'internet

À l'instar du fondateur, russe, de Google, les géants de l'internet en Russie ont vu le jour grâce à l'action de plusieurs membres de l'élite scientifique. Formés dans le Moscou de l'ère Eltsine, ils ont surfé sur la vague mondiale de l'internet dès 1997.

Le leader dans les services internet est sans hésitation le groupe Mail.ru, détenu en partie par l'oligarque Alicher Ousmanov, première fortune de Russie. Contrôlant Vkontakte (VK), Odnoklassniki (OK, équivalent de « Copains d'avant ») et Moï Mir (« Mon monde » en russe), il capte sur ses services plus de 90% des internautes russes. Non loin derrière, figure Yandex, coté lui au NASDAQ depuis 2011, dont les ambitions dépassent amplement les frontières de l'espace post-soviétique. Depuis 2011, Yandex tente également timidement de s'imposer en tant que moteur de recherche en Turquie.

En décembre 2012, Arkadi Voloj, co-fondateur de Yandex, principal actionnaire et 60ème fortune de Russie en 2014 (*Forbes*), a fait une proposition intéressante en tant que membre de la Commission présidentielle pour la modernisation de l'économie russe: il a demandé au Premier ministre Dmitri Medvedev de mettre en place un système de partage des données gouvernementales russes afin d'améliorer les résultats des requêtes du moteur de recherche, notamment pour les services de géolocalisation (Yandex.Maps)[4].

L'échange d'informations entre acteurs de l'internet et autorités publiques a fait l'objet de polémiques virulentes qui ont opposé le fondateur de Vkontakte et les autorités russes. Le jeune et turbulent Pavel Dourov a ainsi refusé de bloquer des groupes sur son réseau social pendant la période des manifestations de décembre 2011 puis de remettre les données personnelles des organisateurs du groupe Euromaïdan au FSB en décembre 2013[5]. En mai 2013, Vkontakte avait été placé sur une « liste noire » établie par Roskomnadzor, l'autorité de régulation des médias. Pavel Dourov a depuis quitté la tête de Vkontakte et le pays.

Menaces internes vs menaces externes: protéger le Runet

Ainsi, les autorités russes, fières de promouvoir les projets d'innovations à grande échelle tels que Skolkovo, ont réellement permis aux puissants groupes internet d'émerger. Mais, si les réseaux sociaux *made in Russia* ont favorisé le développement de mouvements d'opinions divers, cela ne signifie pas pour autant que le pouvoir a perdu le contrôle du Runet.

Le rôle des réseaux sociaux dans les vagues de contestation des élections législatives de l'hiver 2011-2012 ainsi que celui du blog du juriste et opposant Alexeï Navalny ont largement été commentés. Depuis, les acteurs de la société civile se sont inquiétés des mesures de censure prises par le pouvoir pour contrôler les opinions. Les manifestations les plus évidentes ont été les blocages de certaines pages sur des réseaux sociaux d'activistes d'opposition lors de différents épisodes politiques, mais également de journaux internet et sites de radios d'opposition (*Kasparov.ru*, *Ejednejny Journal*, *Ekho Moskvy*) jusqu'à la fermeture momentanée du site *Grani.ru*[5]. De manière plus subtile, de nombreux journalistes connus pour leur plume libre ont mis en berne leur esprit critique.

L'année 2014 a marqué un nouveau tournant par l'adoption d'un paquet de lois qualifiées par certains blogueurs russes de liberticides. Voté en avril 2014, l'amendement à la loi sur les télécommunications place les blogs et les réseaux sociaux dont l'audience quotidienne dépasse les 3.000 visiteurs sous les mêmes obligations que l'ensemble des médias russes et sous le contrôle de Roskomnadzor.

Pour le pouvoir russe, ces lois sont justifiées par la nécessaire protection des données des citoyens russes. Les ingérences extérieures dans les débats internes et la multiplication des cyberattaques à l'endroit des sites russes (57 millions en 2014 contre 3 millions en 2010) obligent les autorités à prendre des mesures de contrôle sur le territoire russe. Ces arguments permettent d'expliquer aux citoyens pourquoi ils ne doivent pas s'inquiéter de telles initiatives.

Deux annonces ont récemment été faites dans cette veine. La première concerne la mise en place de serveurs informatiques sur le territoire russe pour tous les sites d'«organisation de diffusion d'information», à savoir les réseaux sociaux et services de mail, d'ici à 2016. Fin septembre, Facebook, Gmail et Twitter ont reçu des autorités russes l'injonction de s'enregistrer sur le territoire russe d'ici le 1er janvier 2015[6]. Ils doivent également, conserver pendant une durée de six mois sur le territoire russe les informations concernant les échanges ayant lieu sur internet, sans quoi ils s'exposent à des sanctions pouvant s'élever à 500.000 roubles (10.000 euros environ) pour des personnes morales.

Enfin, depuis le 8 août 2014, un décret signé par le Premier ministre D.Medvedev oblige les personnes utilisant les connexions Wifi publiques à s'identifier et les opérateurs télécom à divulguer l'identité des utilisateurs[7], décision officiellement justifiée par l'impératif de lutter contre le terrorisme.

«L'internet souverain»

Ces initiatives entrent dans le cadre de la mise en place d'un «internet souverain» en Russie. Les critiques multiples concernant le rattachement de la Crimée à la Russie et les événements dans l'Ouest ukrainien expliquent qu'elles reviennent au rang des priorités politiques et des discours.

En avril 2014, le quotidien *Kommersant* a révélé l'existence d'une commission installée au sommet de l'État pour réfléchir à la mise en place de cet «internet souverain»[8]. Une des propositions consisterait

à créer une architecture informatique sur trois niveaux: local, régional et fédéral. Cet internet ne serait pas connecté au réseau mondial, d'où son caractère «souverain».

Depuis 2010, les autorités russes ont obtenu l'autorisation auprès de l'organisme californien ICANN gérant les noms de domaine du web mondial de mettre en place des noms en cyrillique. Il est désormais possible de créer des sites web en .rf (.??, comme Rossiiskaïa Federatsia) et donc de russifier le Rунet. D'autres pays, de langue arabe, ont aussi obtenu l'autorisation de placer des noms de domaine en caractère non latins[9].

Le projet de création d'un internet exclusivement accessible depuis le territoire russe a obtenu le soutien actif d'un député de la chambre haute russe, Maxime Kavdjavadzé. Ce dernier a proposé le lancement de ce qu'il propose d'appeler Tchébourachka, du nom d'une mascotte russe très populaire. Les blogueurs russes d'opposition n'ont pas manqué de souligner les «grandes oreilles» du petit animal aimé des Russes. Pour répondre aux critiques, le député a publié une tribune sur un site officiel expliquant la nécessité d'instaurer un nouveau système de communication basé sur des technologies informatiques russes et non étrangères.

Lors du conseil de sécurité de la Fédération de Russie du 1er octobre 2014, le Président Vladimir Poutine a néanmoins réfuté l'idée de mettre en place un internet russe totalement contrôlé. Il a rappelé que, partout dans le monde, les gouvernements créent des systèmes de contrôle de tout ce que la toile comporte d'illégal et il a noté que «*certains pays étrangers tentent d'utiliser leur position dominante sur le monde global de l'information pour servir des objectifs non seulement économiques mais aussi militaro-politiques*».

Notes :

[1] Sources informations internet en Russie: *Wearesocial, GlobalWebIndex*, 2014.

[2] Selon un récent rapport du gouvernement russe, 38% des villes et villages de moins de 10.000 habitants en Russie sont toujours coupés de l'internet, a rapporté l'agence RIA Novosti en janvier 2014.

[3] [Population de plus de 18 ans, juin-août 2014.](#)

[4] [Sa proposition a été écoutée mais non immédiatement mise en exécution.](#)

[5] [Voir notamment, Françoise Daucé, «Russie. Les médias dans la guerre, la guerre des médias», *P@ges Europe*, 8 octobre 2014.](#)

[6] [?????????????: Google, Facebook ? Twitter ?????? ??????????????????????.](#)

[7] [Reuters, 8 août 2014.](#)

[8] D'après le site de l'organisation en charge des noms de domaines russes (statdom.ru), il y a à ce jour 4,9 millions de noms de domaines enregistrés en .ru contre seulement 800 000 .rf.

[9] [Kommersant, 29 avril 2014.](#)

Autres sources de presse russe : *Kommersant, Vedomosti, Ekho Moskv.*

Vignette : Logo du réseau social Vkontakte.

* Consultante digitale russophone

date créée

15/10/2014

Champs de Méta

Auteur-article : Aurore CHARBONNEAU*